

Initiatives de l'été 2013 auprès de Bibliothèque et Archives Canada

La SHC est intervenue à de nombreuses reprises pour faire valoir les revendications de ses membres et de la communauté de chercheurs en général auprès de la direction de BAC suite aux réformes des cinq dernières années, qui compromettent la pratique historique – entre autres, la réduction des services offerts aux chercheurs à 395, rue Wellington; l'annulation du programme de prêt entre bibliothèques (PEB); et le processus des activités de numérisation. Cependant, nos requêtes et nos recommandations sont longtemps restées lettre morte. Le dialogue semble davantage possible depuis le départ de Daniel Caron au mois de mai dernier. Le Directeur intérimaire, Hervé Déry nous a signifié lors d'une première téléconférence (5 juillet 2013), vouloir reprendre le dialogue avec la communauté des chercheurs. Grâce à vos nombreux témoignages sur l'impact de l'élimination du PEB (plus de cinquante), nous étions bien outillés pour leur démontrer de façon concrète comment l'annulation du programme avait sérieusement compromis vos efforts de recherche lors d'une deuxième rencontre (16 septembre) avec Monsieur Fabien Lengellé, Directeur général de l'accès au contenu. Nous lui avons fait part de vos trois principales critiques à savoir :

1. l'accès à l'information est compromis;
2. la qualité et la nature même de notre travail en souffre de façon inquiétante, et;
3. il n'existe aucune alternative qui puisse remplacer les ressources uniques de BAC et la qualité des services offerts par le programme du PEB.

Bien que Monsieur Lengellé ait reconnu que l'annulation du PEB a effectivement augmenté les coûts de consultation, le contexte budgétaire, prétend-il, ne laissait d'autres choix que de conserver les services dits essentiels et de supprimer les services que BAC jugeait 'périphériques.' Il est d'avis que les conséquences de l'annulation du PEB seront largement compensées par les solutions de rechange mises sur pied par BAC comme la nouvelle politique du prêt du dernier exemplaire de BAC et la refonte complète du catalogue collectif canadien Amicus, d'importance nationale, dont il convient la désuétude et la rigidité.

Au sujet de la numérisation, nous avons fait part de nos inquiétudes concernant le manque d'information disponible au sujet du processus de sélection employé par BAC, l'ordre dans lequel les documents sont présentement numérisés ainsi que l'échéancier. M. Lengellé nous a fourni quelques données statistiques sur lesquelles BAC se base pour établir cette priorité. L'étude que BAC a menée à ce sujet révèle que 70% des chercheurs font usage de 10% de la collection de BAC. Ces fonds portent principalement sur les militaires, les autochtones, le transport et l'immigration. Ce sont donc ces collections qui sont prioritairement numérisées. En ce moment, 50 million de pages ont été numérisées par BAC ainsi que 50 millions de pages par des

tierce parties. Il reste donc 400 million de pages pour numériser le 10% de la collection de BAC qui est utilisée le plus souvent par 70% de ses usagers. C'est à dire qu'en numérisant en moyenne un total de 1.7 million de pages par an, qui est le rythme présentement, la « modernisation » de 10% de la collection de BAC ne profiterait qu'à nos descendants bien lointains. Le désir d'augmenter la numérisation de cette importante partie de leur collection est la principale raison des accords que BAC a conclu avec des tierces parties – en particulier Canadiana et Ancestry.com. Grâce à ces accords, pas moins de 40 à 50 millions de pages seront numérisées chaque année, ce qui veut dire que la numérisation de la collection qui est consultée par 70% des usagers de BAC sera complétée d'ici 10 à 12 ans.

Si nos rencontres avec BAC ne se sont pas soldées par des décisions majeures ou des engagements concrets, il reste que les portes demeurent ouvertes. Nous avons déjà planifié une autre rencontre durant laquelle nous discuterons de la politique d'Acquisition de BAC basée sur une « Approche pan-sociétale ».

M. Lengellé a aussi précisé que BAC était à produire des normes de numérisation en collaboration avec, entre autres, des bibliothèques américaines et françaises qui devraient être publiées sous peu. Nous avons demandé que le site web de BAC affiche la liste des documents numérisés jusqu'à ce jour ainsi qu'un échéancier de numérisation. Nous comptons assurer le suivi de cette requête. Nous avons également abordé toute la question des partenariats public-privé. BAC nous a dit avoir été très surpris des réactions négatives suscitées par les ententes conclues avec Ancestry.com et Canadiana, étant donné les avantages que celles-ci offrent pour accélérer la numérisation. Nous avons insisté pour que les chercheurs soient consultés, que BAC publicise les critères qui orientent la sélection de ces partenaires et qu'il publie le contenu des ententes finales. Sans cette transparence, les critiques continueront.

Si nos rencontres avec BAC ne se sont pas soldées par des décisions majeures ou des engagements concrets, il reste que les portes demeurent ouvertes. Nous avons déjà planifié une autre rencontre durant laquelle nous discuterons de la politique d'Acquisition de BAC basée sur une « Approche pan-sociétale », au sujet de laquelle la SHC a déjà produit un mémoire l'hiver dernier et insisterons pour que des mécanismes permanents de consultation soient mis sur pied entre BAC et les chercheurs que la SHC représente. À ce sujet, comme au sujet du PEB, nous continuons à tisser des liens de collaboration plus étroits avec les bibliothécaires et les archivistes afin d'assurer le succès de ces démarches.

Initiatives with Library and Archives Canada this Summer

The CHA has interceded numerous times to assert the needs of its members and the research community in general with LAC's management following the reforms it has undergone in the past five years, which compromise the historical practice – among others, the reduction of services to researchers at 395 Wellington Street, the cancellation of the interlibrary loan program (ILL), and their digitisation process. However, our requests and recommendations have gone unheeded for a long time. The dialogue seems more possible since the departure of Daniel Caron last May. The Acting Librarian and Archivist, Hervé Déry, told us at our first conference call (5 July 2013) that he wanted to resume the dialogue with the research community. Thanks to your testimony on the impact of the elimination of ILL (over fifty), we were well equipped to demonstrate in concrete terms how the cancellation of the program was seriously compromising your search efforts at a second meeting (16 September) with Fabien Lengellé, Director General, Content Access. We informed him of your three main criticisms namely:

1. Access to information is compromised;
2. The quality and nature of our work is threatened, and;
3. There is no alternative that can replace the unique LAC resources and quality of services offered by the ILL.

Although Mr. Lengellé acknowledged that the cancellation of the ILL has actually increased consulting costs, the budgetary context, he claims, left LAC no choice but to retain the essential service and remove services that are considered “on the periphery.” He believes that the consequences of the cancellation of the PEB will be largely offset by the alternatives set up by LAC such as its new last copy loan policy and the complete overhaul of the nationally significant Canadian union catalog Amicus, which he admits is presently too rigid and outdated.

On the subject of digitisation, we expressed our concerns about the lack of information available on the selection process employed by LAC, the order in which documents are currently scheduled to be digitised and its timetable. Mr. Lengellé did give us some statistics that help LAC establish its priority. A study conducted at LAC revealed that 70% of researchers make use of 10% of LAC's collection. These fonds focus on the military, indigenous affairs, transportation and immigration. It is these collections that are prioritised. At present, LAC has digitised 50 million pages while another 50 million pages has been digitised by third parties. There remain 400 million pages to digitise the 10% of LAC's collection that is used most often by 70% of its users. This means that scanning an average of 1.7 million pages per year, which is the present digitisation rate, the “modernization” of 10% of LAC's collection would only benefit our distant descendants. The desire to increase the pace in the digitisation of this important part of their collection is the main reason that LAC entered into formal agreements with third parties – more

particularly Canadiana and Ancestry.com. Through these agreements, no less than 40 to 50 million pages will be digitized each year, which means that the digitization of the collection that is accessed by 70% of users LAC will be completed within 10 to 12 years.

If our meetings with LAC have not resulted in major decisions and concrete commitments, the fact remains that the doors remain open. We have already planned another meeting where we will discuss LAC's acquisition policy based on a “pan-societal approach,” which the CHA already critiqued in a brief last winter and will insist that permanent consultation mechanisms be established between LAC and researchers that the CHA represents.

Mr. Lengellé also noted that LAC will create standards for digitization in cooperation with, among others, American and French libraries that should be published shortly. We asked that a list of the documents that are already digitised and a digitisation schedule be posted on LAC's website. We intend to follow up on this request. We also discussed the whole issue of public-private partnerships. LAC told us that they were very surprised by the negative reaction arising from their agreements with Ancestry.com and Canadiana, given that the digitisation will be that much faster as a result. We insisted that researchers be consulted by LAC and that they make public the criteria that guide the selection of partners and to publish the contents of the final agreements. Without this transparency, criticism will continue.

If our meetings with LAC have not resulted in major decisions and concrete commitments, the fact remains that the doors remain open. We have already planned another meeting where we will discuss LAC's acquisition policy based on a “pan-societal approach,” which the CHA already critiqued in a brief last winter and will insist that permanent consultation mechanisms be established between LAC and researchers that the CHA represents. On this subject, as with the PEB, we will continue to forge closer ties of cooperation with librarians and archivists to ensure the success of these efforts.